

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA SEANCE DU 29 MARS 2024
Délibération n°2024/06

Date de la convocation : L'an Deux Mille Vingt Quatre,
Le 29 mars 2024,
07 mars 2024
Date d'affichage : A Seize heures, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, à la Communauté de Communes d'Herlin-le-Sec (62130), après convocation légale en date du Sept Mars Deux Mille Vingt Quatre sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président
07 mars 2024

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX
- Monsieur Jim DOURLENS
- Madame Isabelle QUENEHEN
- Monsieur Jeannie SERGENT
- Madame Gérard VANDENHOVE
- Monsieur Sébastien BOCQUILLON
- Monsieur Henri DEJONGHE
- Monsieur Willy GALLET
- Monsieur André GENELLE
- Monsieur Benoît HOGUET
- Monsieur André OLIVIER
- Monsieur Jean François THERET

Secrétaire de séance : Monsieur François DOUAY

Nombre de membres : Exposé préalable,
Le secteur public local s'inscrit depuis quelques années dans un vaste mouvement de modernisation comptable, dont l'objectif est l'amélioration de la qualité des comptes des collectivités locales et, au-delà, de l'information financière des citoyens.
En Exercice : 36
Présents : 30
De Votants : 26
Or, le cadre réglementaire actuel se caractérise par la multiplicité des instructions budgétaires et comptables applicables aux différentes catégories de collectivités (M.14, M.52, M.61, M.71, etc...).

Objet de la délibération : Le référentiel M.57 constitue l'instruction budgétaire et comptable la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète. Ce cadre comptable unifié s'applique, depuis le 1er janvier 2024 à l'ensemble des collectivités locales et établissements publics et se substitue, à cette échéance, aux instructions actuelles qui seront abrogées. Les budgets des SPIC ne sont pas concernés et conservent leur nomenclature (M.4).
Adoption du Règlement Budgétaire et Financier à compter de l'exercice budgétaire 2024

Le référentiel M.57 apporte à la fois des modifications budgétaires mais aussi comptables.

I. Les innovations en matière budgétaire

Le référentiel M.57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, offrant ainsi une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. Il introduit notamment :

- la gestion pluriannuelle des crédits, par le recours aux autorisations de programme (AP), aux autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) y afférents.
- la fongibilité des crédits : il s'agit de la possibilité pour l'exécutif, si l'assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans une limite fixée par l'assemblée délibérante et ne pouvant

dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

- les dotations pour dépenses imprévues : il s'agit des dépenses pour l'organe délibérant de voter des AP (en section d'investissement) et des AE (en section de fonctionnement) de dépenses imprévues, dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections.

Ces mouvements sont pris en compte dans le plafond des 7,5% relatif à la fongibilité des crédits. Les chapitres de dépenses imprévues ne comportent pas d'article, ni de crédit et ne donnent pas lieu à exécution. Contrairement à la M.14, les dépenses imprévues ne sont pas votées en crédits de paiement (mais en AP ou AE) et ne participent pas à l'équilibre budgétaire de la section.

En cas d'évènement imprévu ou de besoin, l'assemblée délibérante peut affecter ces AP/AE sur le chapitre où la dépense (de fonctionnement ou d'investissement) est rendue nécessaire.

Si les crédits sont insuffisants, le chapitre est abondé par le mécanisme de fongibilité des crédits. En l'absence d'engagement constatée à la fin de l'exercice, la part d'AP/AE de dépenses imprévues est obligatoirement annulée.

II. Les innovations sur le plan comptable

Le plan de comptes par nature M.57 permet de couvrir toute la gamme des compétences des collectivités territoriales. Le référentiel comprend également une nomenclature fonctionnelle pour un suivi des opérations selon leur finalité, ce qui permet aux élus de traduire les orientations prioritaires de la collectivité, via la déclinaison des différentes politiques publiques, au sein de la maquette budgétaire.

En termes de gestion patrimoniale, le référentiel introduit, en matière d'amortissement, la technique du prorata temporis ainsi que le suivi individualisé des subventions d'équipement versées par l'établissement public.

- L'amortissement des immobilisations

Les modalités d'amortissement évoluent avec la nomenclature M.57. L'amortissement d'une immobilisation démarre à compter de la date de sa mise en service, selon la règle du prorata temporis (au lieu d'un amortissement déclenché en N+1). Ce changement de méthode comptable ne concerne que les nouveaux flux réalisés, à compter du 1er janvier 2024 (délibération séance tenante). Ainsi, les plans d'amortissement commencés suivant la M.14 se poursuivent jusqu'à leur amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

La M.57 prévoit des aménagements à la règle du prorata temporis, dans une logique d'approche par enjeux, en retenant l'amortissement en année pleine pour certains biens, pour les nouvelles acquisitions.

- Les subventions d'équipement versées

La date de début d'amortissement de la subvention correspond à la date de mise en service de l'immobilisation financée chez le bénéficiaire. Elle sera amortie sur la même durée que le bien financé chez le bénéficiaire. Des ajustements à la règle du prorata temporis sont possibles.

III. La mise en place d'un règlement budgétaire et comptable

L'adoption du référentiel comptable M.57 nécessite de disposer d'un règlement budgétaire et financier (RBF), désormais obligatoire pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Ce règlement regroupe en un document unique les règles fondamentales qui s'appliquent à l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle de gestion annuelle et pluriannuelle de la collectivité. Il a pour finalité de renforcer la cohérence et l'harmonisation des règles budgétaires et de gestion, d'en faciliter l'appropriation par l'ensemble des acteurs de la collectivité, dégageant ainsi une culture commune.

Vu le Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT) et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'article L.5217-10-8 du CGCT,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 ;
Vu la délibération n°6 du 23 novembre 2023
comptable M.57 ;

Vu l'accord de principe favorable du comptable public ;

Considérant que le règlement budgétaire et financier pourra évoluer en fonction des modifications législatives et réglementaires, voire des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Comité Syndical de bien vouloir en délibérer ;

Vote :

LE CONSEIL SYNDICAL :

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

DECIDE :

Mention

exécutoire :

Oui

D'adopter le règlement budgétaire et financier figurant en annexe

D'autoriser le Président à signer tous documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu
exécutoire
après dépôt en
Préfecture
d'Arras le
08/04/2024
et publication
et notification
du 08/04/2024

Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Claude BACHELET